



Lettre n° 301 du 17 septembre 2023

Au sommaire :

- **L'Europe déclare la guerre aux migrant·e·s chassé·e·s de leurs pays par le chaos capitaliste** - *Galia Trépère*
- **Au mépris des travailleurs et des peuples, du sommet des BRICS au G20, les brigands capitalistes négocient leurs rivalités sur fond de stagflation et de guerre** - *Daniel Minvielle*
- **50 après le coup d'État au Chili, la capitulation et la trahison de la gauche, le renouveau des luttes et l'urgence d'une union de classe révolutionnaire** - *Mónica Casanova*

L'Europe déclare la guerre aux migrant·e·s chassé·e·s de leurs pays par le chaos capitaliste

Dans la nuit de mardi à mercredi dernier, plus de 7000 migrant·e·s sont arrivé·e·s depuis les côtes de Tunisie et de Libye sur la petite île italienne de Lampedusa. Les distributions de nourriture et de vêtements, assurées par les habitants et des bénévoles, n'ont pas suffi à satisfaire même les besoins minimums des nouveaux arrivants, exténués et affamés. Le maire de Lampedusa a décrété l'état d'urgence mercredi soir, réclamant de l'État italien et des pays européens des « *soutiens et des évacuations rapides* ».

Au mois de juin, plus de 650 migrants avaient perdu la vie dans le naufrage du chalutier qui les transportait au large de la Grèce et, à Lampedusa, c'est une enfant de cinq ans qui s'est noyée. Depuis le début de l'année, près de 120 000 personnes sont arrivées sur les côtes italiennes et 2325 sont mortes ou ont été portées disparues en Méditerranée alors qu'elles tentaient de rejoindre l'Europe pour fuir l'enfer de leur pays.

Les catastrophes terribles survenues dans les 15 derniers jours au Maroc et en Libye, les guerres au Sahel et dans l'Afrique subsaharienne, la misère et les famines aggravées par les conséquences de la guerre en Ukraine, l'accentuation de la crise économique et de la crise climatique, poussent des centaines de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants à affronter les pires dangers de l'exil au risque d'y perdre leur vie. Mais pour les classes dirigeantes européennes, une fois passé le moment obligé de compassion hypocrite, il n'est question que de « *protéger les frontières* » et de défendre leur ordre, celui des multinationales, l'exploitation sans frein des êtres humains et de la nature qui ravage la planète, en premier lieu leurs anciennes possessions coloniales toujours et

encore réduites au sous-développement et à la misère comme du temps de leur empire.

Une Europe de murs, de barbelés et de camps de rétention

« *Le plus important n'est pas de transférer les migrants mais de les empêcher de quitter l'Afrique.* » a d'emblée déclaré la cheffe d'extrême droite du gouvernement italien Meloni tandis que son collègue et allié politique Salvini accusait : « *Cette vague migratoire est un acte de guerre.* »

L'extrême droite française a saisi l'occasion de lancer sa campagne pour les élections européennes. Bardella, future tête de liste du RN, a réclamé de Macron qu'il prenne l'engagement que « *La France n'accueille pas un seul migrant* ». Marion Maréchal, qui conduira la liste de Reconquête, a parlé de « *submersion* », tout comme sa tante Le Pen. « *Face à l'urgence*, a martelé le chef du groupe Les Républicains Ciotti, *nous demandons au président de la République de convoquer un référendum sur l'immigration d'ici à la fin de l'année* ».

Extrême droite et droite réactionnaire qui instrumentalisent la tragédie des migrants pour les besoins de leur démagogie xénophobe et raciste et flatter la peur et les préjugés, ne font que surenchérir sur la politique déjà mise en œuvre par les États de l'Union européenne. Macron n'a pas dit autre chose : « *L'Europe doit mieux protéger ses frontières. Il faut mieux prévenir ces départs du continent africain et du Moyen-Orient.* »

C'est cette fermeture des frontières européennes qui provoque la tragédie dont sont victimes les migrants, ils n'ont pas d'autre choix que d'avoir recours à des moyens illégaux et des passeurs sans scrupules. Douze États euro-

péens ont déjà fait construire 2000 kilomètres de murs et de barbelés pour empêcher de nouvelles entrées sur leur territoire. Et surtout, l'Union européenne a sous-traité hypocritement la répression contre les migrants avec des États comme la Turquie, le Maroc, la Tunisie, la Libye, la Mauritanie. Les candidats à l'exil d'Afrique subsaharienne y ont subi les pires exactions, et en Tunisie, de véritables pogroms racistes suscités par le gouvernement.

Le « *paquet migration et asile* », discuté par les ministres de l'UE prévoit la construction sur ses frontières extérieures de centres de rétention pouvant accueillir 30 000 personnes et à terme 100 000 dans le but de renvoyer toutes celles qui n'obtiendraient pas l'asile -la très grande majorité-, vers leur pays d'origine. Il prévoit également le renforcement du règlement de Dublin en vertu duquel c'est le premier pays où est arrivé un réfugié en Europe qui est responsable de lui, faisant reposer sur les pays de « première ligne », l'Espagne, l'Italie, la Grèce, Chypre, Malte, la charge la plus lourde de l'accueil des réfugiés. Les classes dirigeantes européennes, quoique alliées au sein de l'UE, ne connaissent que leurs intérêts nationaux.

Pour un monde sans frontières, en finir avec le capitalisme

Contrairement aux fables complotistes propagées par les démagogues populistes réactionnaires, des centaines de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants ne bravent les dangers de leur exil que parce qu'ils n'ont pas d'autre choix. Le règne sans partage du capitalisme mondialisé et la conjonction des crises qui en résulte, exacerbation de la concurrence économique et des tensions guerrières, crises économiques et climatiques, répression accrue, rend leur situation dans leur pays invivable.

La lutte des migrants, la défense de leurs droits, du droit de libre circulation et d'installation, de la régularisation de tous les sans-papiers, a un contenu subversif, émancipateur, du fait qu'elle remet en cause ce soutien indispensable à la propriété privée capitaliste que sont les frontières et l'État national.

Ces États nationaux sont dépassés par le développement économique et social, par la constitution d'une économie mondiale fondée sur l'interdépendance entre les peuples et la libre circulation des capitaux et des marchandises.

Et c'est bien la survivance de ces structures de classe qui n'ont d'autre fonction que la défense des intérêts des classes dominantes et des privilégiés en contradiction avec le développement des techniques et de la culture qui est la cause fondamentale des maux dont souffre l'humanité toute entière.

Les migrant·e·s ne sont pas les simples victimes de la démagogie réactionnaire et xénophobe mais bien une partie du prolétariat international qui se bat pour ses conditions d'existence, lutte qui sape les piliers de l'ordre établi tant institutionnel qu'idéologique, la nation et le nationalisme, et fait appel à un humanisme fondé sur la solidarité internationale. Leurs exigences, leur combat sont ceux de tous les travailleurs. Pour l'ouverture des frontières, pour la réorganisation des rapports sociaux à l'échelle mondiale pour satisfaire les besoins de l'humanité et non plus l'enrichissement d'une infime minorité parasitaire.

Ces exigences ne sont pas un vœu pour des temps lointains, elles sont au cœur des besoins engendrés par la faillite capitaliste, aujourd'hui. Elles sont la réponse aux démagogues apprentis sorciers qui, incapables de concevoir d'autre réponse que policière ou militaire, exacerbent les tensions et les drames pour défendre les privilèges d'une classe dépassée.

Galia Trépère

Au mépris des travailleurs et des peuples, du sommet des BRICS au G20, les brigands capitalistes négocient leurs rivalités sur fond de stagflation et de guerre

Séisme au Maroc, inondations en Libye, afflux sans précédent de migrants à Lampedusa..., depuis une semaine les drames s'enchaînent tandis que la guerre poursuit ses massacres et ses destructions en Ukraine, que l'inflation et les dérèglements climatiques continuent leurs ravages.

Face à cela, au sommet du G20 qui se tenait en Inde au moment même du séisme au Maroc, les brigands qui dirigent le monde n'ont pas de réponse. Au-delà de quelques larmes de crocodile, leur seule préoccupation était la négociation de leurs propres intérêts dans un monde marqué par l'exacerbation des rivalités. Et si le premier ministre indien ultra-nationaliste Modi, tout à la préparation de sa réélection aux prochaines élections générales, a pu se glorifier que le sommet ait accouché

d'une déclaration commune... c'est parce que les sujets qui fâchent avaient été glissés sous le tapis : rien sur la lutte contre l'inflation, rien sur la guerre, sinon des formules creuses. Quant aux nécessités de la lutte contre la crise environnementale, elles ne faisaient pas le poids face aux intérêts de chacun à développer l'exploitation et le trafic des énergies fossiles.

Pendant les négociations, la guerre commerciale continuait. En « off » du G20, Biden avançait le projet d'une « contre route de la soie », reliant l'Inde à l'Europe à travers le Proche-Orient et dans laquelle l'Arabie saoudite devrait jouer un rôle important – dans le sens de prélever sa dîme sur le passage des marchandises qui transiteront par elle... C'est ainsi que Biden, tout en poursuivant son offensive contre la Chine, surenchérisait auprès d'un

« allié » qui, deux semaines plus tôt, adhéraient aux BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, un autre panier de crabes...) lors de leur sommet de Johannesburg. Avec cinq autres nouveaux venus (Iran, Argentine, Egypte, Ethiopie, Emirats arabes unis), l'Arabie saoudite s'engageait ainsi dans la lutte pour la dédollarisation du commerce mondial, en accord avec la Russie et la Chine, les ennemis jurés des Etats-Unis. Et à peine le sommet du G20 terminé, Biden filait au Vietnam, nouvelle source de main d'œuvre bon marché et de juteux profits pour les multinationales US, aux portes de la Chine. Vietnam qui devient, selon *les Echos*, le terrain d'une « *industrialisation à marche forcée* », « *fruit de la méfiance croissante des multinationales à l'égard de la Chine* ».

Déroutés semble-t-il par la teneur du sommet, certains commentateurs politiques et économiques en concluaient que le G20 et l'ONU dont il est une émanation « *ne servent plus à rien* ». Ils s'étonnaient que les « *rapports Nord-Sud* » soient bouleversés au point que les « *puissances occidentales* » seraient devenues incapables de « *faire valoir leurs idées* »... Comprendre : de rallier tout le monde à leurs intérêts, ceux des USA et de leurs complices de l'OTAN, au soutien à leur guerre par procuration contre la Russie de Poutine.

Oui, les rapports Nord-Sud, formulation hypocrite pour éviter de parler d'anciennes puissances coloniales et impérialistes confrontées à leurs anciennes colonies devenues des puissances capitalistes rivales, sont profondément bouleversés, bouleversement accentué par la crise globale qui touche le mode de production capitaliste mondialisé et financiarisé, exacerbant les rivalités.

Mondialisation capitaliste et nouvelle configuration du monde

Ces péripéties diplomatiques illustrent les évolutions et ruptures qui se sont produites dans l'organisation mondiale de la production et des échanges au cours des trente années de mondialisation libérale. En tissant leur réseau de chaînes de valeur mondiales, les multinationales des vieilles puissances impérialistes, qui avaient dû renoncer à leurs colonies, y ont poursuivi leur accaparement bon marché des ressources naturelles et la surexploitation de leurs populations, sous d'autres formes, en passant des contrats avec leurs gouvernements.

Selon les idéologues du libéralisme économique, les multinationales auraient ainsi donné la « *chance* » à chaque pays de s'intégrer dans ces chaînes de valeur, d'y faire valoir ses « *avantages comparatifs* ». « *Avantages* » qui gonflaient les profits d'une poignée d'oligarques financiers - et la fortune personnelle de bien des gouvernants en place -, mais intégraient aussi ces pays dans les réseaux de la production et des échanges internationaux, dans un mode de production capitaliste désormais financiarisé et mondialisé. Cela leur donnait une part d'autonomie, la possibilité de faire eux aussi jouer la concurrence, à l'image de ce qui se passe aujourd'hui en ex-Françafrique. Lesdits pays du Sud, ex-colonies ou semi-colonies, sont

devenus des pays capitalistes, intégrés au réseau mondial de production et d'échange, non plus comme satellites d'une puissance colonisatrice, impérialiste, mais comme nations à part entière, dont la bourgeoisie et l'Etat aspirent à faire valoir leurs propres intérêts.

C'était la fonction d'un troisième sommet, celui du « *G77+Chine* », qui se déroulait ces 15 et 16 septembre à Cuba. Le G77 a été créée en 1964 au sein de l'ONU et regroupe aujourd'hui 132 pays « *en développement* », certains parmi les plus pauvres de la planète, mais aussi d'autres comme l'Inde ou le Brésil. La Chine, non membre, était invitée. Parmi bien d'autres, l'intervention du président argentin donne la tonalité du sommet, voyant dans la crise actuelle du capitalisme mondialisé une « *énorme opportunité pour exiger l'égalité* » : « *C'est dans le Sud global que se trouve ce dont a besoin le monde central [...] Il a besoin d'aliments qui se produisent en Amérique du sud [...] il a besoin d'énergies qui se trouvent dans les pays arabes [...] il a besoin du lithium de l'Amérique du sud.* » ...

Le monde issu de Bretton Woods, au lendemain de la seconde guerre mondiale, a vécu. En juillet 1944 à Bretton Woods, les Etats-Unis, devenus sans contestation possible la première puissance économique et militaire du monde, imposaient à leurs « *alliés* » le dollar comme monnaie des échanges internationaux et créaient un certain nombre d'institutions, FMI, Banque mondiale, OMC (alors appelé GATT), ONU, censées régir les échanges mondiaux au bénéfice de chacun des pays qui y adhéraient. Elles n'avaient en réalité pas d'autre objectif que de servir les intérêts de la bourgeoisie US, qui, elle, pouvaient compter sur le dollar et ses armées pour imposer sa politique. L'effondrement de l'URSS et de son glacis dans les années 1989-91, consacrait la domination hégémonique, sans partage, des USA sur le monde.

Les sommets du G20, des BRICS et du G77 démontrent que c'est bien fini. Les Etats-Unis ont de plus en plus de difficultés à imposer leur politique. Les prétendues instances internationales nées à Bretton Woods sous l'égide du dollar cèdent la place à la concurrence exacerbée et mondialisée, un monde multipolaire aux délimitations contradictoires et changeantes.

Cette nouvelle configuration du monde qui apparaît aujourd'hui au grand jour dans les jeux diplomatiques des diverses instances internationales comme dans la montée des nationalismes, du bellicisme et de la militarisation, a commencé à se manifester en réalité dès la crise de 2007-2008.

La crise globale de 2007-2009, un point de bascule...

Cette dernière marquait l'épuisement des « *moteurs d'expansion* » mis en œuvre par la grande finance internationale depuis le début des années 1980 pour sortir de la crise des années 1970 à travers ladite « *mondialisation libérale* ». L'effondrement du marché de l'immobilier des subprimes aux USA, en août 2007, initiait une crise globale et mondiale qui a menacé de ruine l'ensemble de

l'édifice financier mondial, créé une forte récession économique, suivie, en 2010-2011 d'une crise de la dette publique qui a frappé surtout l'Europe. Partout dans le monde, les politiques d'austérité se sont ajoutées aux reculs économiques pour créer des fortes régressions sociales auxquelles ont répondu de puissantes manifestations de révolte sociale, en Grèce, en Espagne, les Printemps arabes... C'était le début d'une « mondialisation de la révolte » qui n'a jamais cessé depuis.

Au même moment apparaissaient les premières manifestations des bouleversements géoéconomiques et géopolitiques remettant en cause l'ordre existant. En particulier, boostée par l'afflux des capitaux venus des USA et d'Europe, la Chine était devenue « l'usine du monde » mais avait également développé sa propre industrie, des multinationales chinoises venant concurrencer celles des Etats-Unis. Obama y répondait en lançant les premières offensives protectionnistes contre la Chine, accentuées ensuite par Trump puis Biden.

Au cours des années qui ont suivi et bien que placée sous perfusion par les Banques centrales, l'économie mondiale s'avérait incapable de retrouver son rythme de croissance d'avant crise. Sous l'afflux des milliards de la perfusion, la fuite en avant spéculative et la course folle à l'endettement qui avaient conduit à l'effondrement de 2007 se poursuivaient de plus belle. Au point que fin 2019, la presse économique paniquait face à l'imminence d'un nouvel effondrement financier... juste avant que se déclenche la pandémie de covid.

Les mesures de confinement et de repli sur leurs frontières mises en place par les Etats provoquaient alors une paralysie économique importante, une désorganisation des chaînes de production et d'échange, des ruptures d'approvisionnement dont ont pâti en particulier les services de santé. Les multinationales, privées de certains maillons de leurs chaînes, réduisaient leur activité. Les Etats et les banques centrales volaient à leur secours à coups de « quoi qu'il en coûte » et de mesures protectionnistes.

Une brève reprise suivait la levée des mesures de confinement, vite épuisée et suivie, courant 2021, d'une brutale flambée inflationniste. Celle-ci résultait pour l'essentiel des hausses importantes du prix des matières premières minières et agricoles, des ressources énergétiques ainsi que des transports maritimes, imposées par les multinationales de ces secteurs grâce à leur position de monopole. Ces dernières ont détourné à leur profit les désorganisations des chaînes d'approvisionnement résultant des mesures anti-covid, ajoutant la spéculation à la désorganisation et encaissant ainsi leurs méga-profits. Ces hausses se sont ensuite répercutées tout au long des chaînes de production pour se généraliser à l'ensemble des produits, en particulier l'énergie et l'alimentation.

En février 2022, l'offensive criminelle de la Russie de Poutine en Ukraine commençait, un pas de plus dans un affrontement militaire commencé en 2014. Cet évènement dramatique n'a rien d'un acte isolé, d'un accès

de folie mégalomane d'un dictateur. Il s'inscrit dans le cadre général de la montée des rivalités entre puissances concurrentes. En l'occurrence celles des USA et de leurs alliés de l'OTAN qui n'ont cessé depuis la fin de l'URSS d'étendre leur emprise sur les pays de l'ancien glaucis soviétique, face à Poutine qui ne pouvait prendre cela que comme une provocation. Depuis, les soldats ukrainiens et russes servent de chair à canon dans une guerre par procuration menée par l'OTAN face à la Russie. Cette guerre alimente une poussée généralisée de politiques d'armement qui plombent les finances publiques, tandis que la propagande gouvernementale voudrait nous mobiliser dans sa politique d'union nationale, nous plier aux exigences d'une « économie de guerre ». Produit de l'exacerbation des rivalités entre brigands concurrents, cette guerre agit comme facteur aggravant de la crise globale, par les perturbations qu'elle apporte à son tour dans l'organisation mondiale de la production et des échanges.

Face à l'explosion de l'inflation, les banques centrales, FED et BCE, ont commencé dès mars 2022 à relever les taux auxquels elles prêtent de l'argent aux banques privées. Dernière en date, la BCE vient d'augmenter de nouveaux ses taux, ce jeudi, les portant à un niveau inégalé depuis 1999. Selon son Conseil des gouverneurs, « les taux d'intérêt directeurs de la BCE ont atteint des niveaux qui, maintenus pendant une durée suffisamment longue, contribueront fortement au retour au plus tôt de l'inflation au niveau de l'objectif [2 %] ». Rien n'est moins sûr ! L'objectif annoncé en mars 22 était de juguler l'inflation, mais 16 mois plus tard, le constat est clair : l'inflation se maintient, même si elle baisse dans les statistiques, tandis que l'augmentation des taux se répercute sur les intérêts pratiqués par les banques privées dans leur crédit aux entreprises, aux Etats et aux personnes privées, contribuant au ralentissement de l'économie sur fond de hausse des prix, générant la stagflation, et donc la précarité et le chômage.

La maladie chronique du capitalisme, sous-consommation et suraccumulation, l'exacerbation de la concurrence...

Obligés de reconnaître que l'inflation a été déclenchée par le racket de quelques grandes multinationales, des économistes la qualifient de « greedflation », inflation de la cupidité en anglais. La cupidité y est certainement pour quelque chose, mais les dysfonctionnements du capitalisme ne relèvent pas de comportements individuels, d'un capitalisme financier voyou face à un bon capitalisme industriel. Ils sont l'expression d'une maladie chronique, inhérente à son fonctionnement, qui se traduit par une tendance à la baisse du rendement des capitaux investis dans les activités productives, une baisse de la productivité financière du travail que montrent aujourd'hui toutes les statistiques. Cette faiblesse actuelle des taux de profits productifs est masquée par la profusion des capitaux qui s'échangent sur les marchés finan-

ciers, l'ampleur des dividendes, les richesses démentes accumulées par certains. Elle n'en existe pas moins, générant une crise d'accumulation du capital qui revêt deux formes, suraccumulation et sous-consommation.

La suraccumulation résulte du fait que la quantité de capitaux en quête d'investissements dépasse de loin ce que peut absorber le système de production et d'échange, seul capable de dégager la plus-value tirée du travail humain. Ces masses de plus en plus gigantesques de capitaux surnuméraires se précipitent sur les marchés financiers, les Bourses, l'industrie de la dette, accumulant d'énormes risques de krach à l'image de ceux qui s'étaient enchaînés en 2007-2008, en plus puissants.

La sous-consommation résulte des offensives permanentes du capital et de ses valets politiques pour baisser la part des salaires dans la valeur ajoutée, en réponse à la crise d'accumulation, à la baisse du rendements des investissements productifs. Cela se traduit par une baisse chronique du pouvoir d'achat des « ménages », accen-

tuée aujourd'hui par l'inflation, une autre forme de cette offensive de classe. Le résultat est une tendance à la récession, le ralentissement des productions s'adaptant à la baisse relative de pouvoir d'achat des marchés solvables.

La boucle est bouclée, la sous-consommation résultant de la guerre de classe menée par le capital diminue d'autant les perspectives rentables d'investissements productifs, accentuant la suraccumulation et les risques de krach. Le ralentissement économique décuple la concurrence, pousse à la guerre, pour le contrôle des marchés, de l'accès aux ressources et des réseaux logistiques. Face à la baisse chronique de la productivité du travail, la seule option des capitalistes et de leurs Etats est d'aggraver toujours plus l'exploitation des hommes et de la terre. Le mode de production capitaliste financiarisé et mondialisé est entré dans une période de crise globale, économique, financière, politique, sanitaire, écologique, sociale, militaire, dont il est incapable de sortir.

Daniel Minvielle

50 après le coup d'État au Chili, la capitulation et la trahison de la gauche, le renouveau des luttes et l'urgence d'une union de classe révolutionnaire

Le 11 septembre 1973, sous le commandement du général Pinochet, l'armée chilienne bombardait le palais présidentiel, La Moneda, renversant le gouvernement d'Allende qui y trouva la mort, pour déchaîner la terreur dans le pays contre les militants de l'Unité populaire, la classe ouvrière, la paysannerie pauvre.

La junte de Pinochet, avec l'appui des USA et de la CIA, interdit tous les partis politiques de gauche et les syndicats en instaurant la dictature durant 17 ans.

La commémoration de cette tragédie cinquante ans après, se voulait sous le signe de la « paix » et de « la réconciliation », c'est à dire de l'ordre : 3000 carabiniers, 411 hélicos et drones ont été déployés à Santiago.

C'est bien cette paix et cette réconciliation que défend le Président de gauche Boric. Il recevait le 30 août au palais présidentiel Sebastián Piñera, ex Président de droite millionnaire impliqué dans le scandale des Panama Papers, bourreau de la révolte de 2019, pour signer avec lui et d'autres anciens Présidents de droite et de gauche Frei, Lagos et Bachelet, une déclaration de « compromis démocratique et de respect des Droits Humains ». Avec le soutien de sa Ministre ex dirigeante étudiante puis députée du PC Camila Vallejo parlant de « l'objectif de construire des consensus civilisationnels » avec une droite dont certains membres nient la répression de la dictature. Cette réconciliation se fait sur les cadavres des 3000 assassinés et disparus, des atteintes aux 31 000 victimes torturées et au million d'exilés de la dictature.

La paix dont ils parlent est inconnue des territoires du Nord sous couvre-feu contre les migrants et de la région

du Sud des Mapuche sous occupation militaire encore actuellement, en lutte contre les multinationales et l'État chilien pour leur terre et des droits démocratiques élémentaires.

C'est une paix sociale obtenue contre les travailleurs, les classes populaires, aussi sur le dos des jeunes qui s'en sont pris le 10 septembre à des membres de partis de gauche qui, avec Boric, avaient pris la tête d'une manifestation de familles de disparus, puis aux vitres du Palais présidentiel et à la tombe de l'auteur de la Constitution de Pinochet. Ce même 10 septembre, le Président annonçait un plan en faveur de la recherche des disparus de la dictature depuis 50 ans tandis que sa police refoulait une manifestation de familles de disparus contre l'impunité des militaires et quelques jours avant, en gazait une autre des sans toit contre la loi anti-squats du gouvernement.

La politique de la gauche se retourne une fois encore contre le monde du travail. La séquence née en 2019 de la plus grande et profonde révolte populaire et de la jeunesse que le pays ait connue depuis le coup d'Etat, débouche sur une montée électorale de l'extrême droite, avec à sa tête des nostalgiques de Pinochet comme Kast.

Les vieilles formules de l'Unité populaire comme « la voie pacifique vers le socialisme » du « peuple uni ne sera jamais vaincu » ne sont plus que des fantômes d'un passé tragique, illustration de la faillite des vieux partis, du PS et du PC, de leur reniements et capitulations.

Ces vieilles recettes de la gauche sont vidées de tout contenu au regard de l'expérience qu'ont faite les masses de formes de lutte et d'organisation nouvelles marquées

par l'exigence d'une démocratie directe, vivante et entière.

Les 50 années écoulées ont tourné la page des années 60 et 70 qui vit, à travers le monde, l'essor des luttes et des révoltes de libération des peuples opprimés dont Mao ou Castro et le Che étaient les symboles, héros inspirant les militants du MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire), cette gauche de l'Unité populaire (coalition de partis de gauche dont le PS, le PC, le MAPU...) qui ne sut ni ne put offrir une perspective à la mobilisation de la classe ouvrière en rupture avec l'impasse de la gauche institutionnelle.

Aujourd'hui, une nouvelle période de la lutte de classe s'ouvre après 5 décennies d'offensive libérale à travers le monde à laquelle la vieille gauche institutionnelle s'est intégrée.

Au Chili comme partout dans le monde, une nouvelle génération militante émerge, émancipée de la tutelle de ces courants faillis. Elle a besoin d'assimiler l'expérience du processus révolutionnaire des années 1970-1973 ainsi que celle du processus soi-disant constituant suite à la rébellion de 2019 pour penser une politique de classe indépendante pour ses combats.

Un coup d'État tragique annoncé, pas une défaite inévitable

Lors de son élection le 4 septembre 1970, Allende, médecin co-fondateur d'un PS au discours qui se voulait marxiste anti-impérialiste, plusieurs fois député, sénateur puis ministre d'un gouvernement de Front populaire et candidat à des présidentielles depuis 1937, était porteur des espoirs de millions de travailleurs, paysans, habitants des bidonvilles et jeunes avides de transformer la société, d'une vraie réforme agraire. Son élection était l'aboutissement d'une profonde mobilisation et des luttes du monde du travail et des paysans pauvres depuis la fin des années 60.

Mais élu avec l'appui de la Démocratie Chrétienne, pilier de l'ordre capitaliste et de la vie parlementaire chilienne avec qui il avait fait accord, Allende et son gouvernement d'Unité populaire étaient prisonniers des institutions bourgeoises et des manœuvres parlementaires, incapables de s'appuyer sur la classe ouvrière pour faire face à l'hostilité des milieux industriels et bancaires, des multinationales et des USA.

Ces milieux industriels et militaires voulaient en finir au plus vite avec la dynamique révolutionnaire encouragée par les illusions portées par l'élection d'Allende, et qui s'exprimaient dans les rues et les usines dont de nombreuses furent prises en main directement par les ouvriers ou en partie contrôlées par le biais d'une Aire Sociale instaurée par le régime sous leur pression. Ils voulaient stopper l'organisation des travailleurs, des quartiers pauvres et des campagnes où des militants surtout du PS et d'extrême gauche mais aussi des chrétiens de gauche, paraient aux accaparements de marchandises par les opposants au régime, essayaient de faire face à l'inflation et au blocus des

Etats-Unis de Nixon dont les multinationales du cuivre se voyaient nationalisées, même si largement indemnisées.

Soucieux de canaliser la mobilisation dans le cadre de l'ordre capitaliste, le gouvernement la désarma sans hésiter à recourir à la répression y compris militaire avec plusieurs couvre-feux.

Mais rien n'a arrêté la lutte des classes. Les grèves et occupations d'ateliers, d'usines dont on exigeait qu'elles rejoignent le secteur public et l'Aire sociale se multipliaient.

Le mouvement s'est même approfondi avec la création en 1972 de cordons industriels à l'initiative de travailleurs, de militants de gauche, d'extrême gauche, de chrétiens de gauche dans des zones ouvrières, pour contrôler la production et répondre aux besoins populaires par branches puis par territoires, en lien parfois avec des paysans.

Le MIR a créé aussi des commandos populaires pour aider à l'approvisionnement des bidonvilles, et fait de la propagande pour la désobéissance des soldats. Mais il est resté prisonnier de son soutien critique au gouvernement même quand il cherchera à organiser des formes de résistance armée.

En 1973, une partie de la petite bourgeoisie enragée, la bourgeoisie, la droite et l'aile droite de la Démocratie Chrétienne ont opté pour le coup d'Etat militaire que les Etats-Unis souhaitaient depuis le début, craignant le développement de nouveaux Cuba et Vietnam dans leur chasse gardée d'Amérique latine.

Une première tentative en juin fut déjouée par l'armée restée fidèle à Allende avec à sa tête le général Prats. Allende tenta de s'appuyer sur les militaires « loyalistes » en les faisant entrer plusieurs fois au gouvernement.

Il n'a pas opposé son veto à une loi de la droite au Parlement interdisant en octobre 1972 à la population et aux soldats de s'armer ou de s'organiser contre leur hiérarchie. Mais alors que les commandos d'extrême droite de Patrie et Liberté paraient armés dans les rues, les gendarmes et militaires s'en prenaient aux bidonvilles et aux militants du MIR.

Des marins de Valparaíso furent mis aux arrêts par l'armée loyale à Allende et sauvagement torturés pour avoir dénoncé une tentative de putsch de leurs chefs. Face à l'imminence du coup d'Etat avec l'aide de la CIA, Prats a démissionné, remplacé par le général Pinochet jugé loyal ! Allende, aveuglé par son respect de l'ordre et sa crainte des masses, intronisait lui-même à la tête de l'armée celui qui sera le chef du coup d'Etat.

Les cordons ont exigé des armes du gouvernement par le biais de militants du PS et du MIR, qui ne leur sont jamais parvenues.

Les soldats même rebelles n'ont eu d'autre choix que de suivre leur hiérarchie assoiffée de vengeance contre la population soulevée.

La classe ouvrière n'a pas eu de politique pour faire des cordons des organes de double pouvoir armant la population en toute indépendance de la gauche au pouvoir. L'armée a été aidée par une petite bourgeoisie précipitée

dans les bras de l'ordre par la servilité du gouvernement Allende vis-à-vis du grand capital.

La classe ouvrière désarmée, la voie était libre pour le coup d'Etat. Le 11 septembre 1973 au matin, un quart de l'armée s'est soulevé avec la junte de Pinochet. Les carabiniers n'en faisaient pas partie, qui finiront par basculer dans la répression féroce de l'Unité populaire et de toute liberté.

Jusqu'à son dernier souffle sous les décombres de la Moneda bombardée, Allende a appelé la population au calme et au respect de l'ordre républicain.

De la dictature du libéralisme et des Chicago Boys à la Constitution de 1980 puis à la chute de Pinochet en 1989

La dictature imposera les mesures que voulaient la bourgeoisie chilienne et les multinationales américaines avides de profits dans un monde de plus en plus concurrentiel, sous la houlette des Chicago Boys américains : retraite par capitalisation, privatisation de la santé et de l'éducation avec développement de l'endettement étudiant... C'est au prix de cette exploitation sauvage que le Chili deviendra un « jaguar » émergent jusqu'à ce que cette politique devienne une catastrophe sociale et économique.

Elle contribua à l'usure de la dictature alors que le discrédit de la répression et les crimes des forces de police et de l'armée entachant beaucoup trop l'image du pays, ont contraint Pinochet à organiser un plébiscite en sa faveur en 1978, avec une loi d'amnistie pour les militaires.

Par la suite, le mouvement ouvrier décapité, ce sont des pobladores (habitants des bidonvilles), des jeunes et des mères de disparus qui continueront une lutte constante mais clandestine qui éclatera lors de révoltes entre 1983 et 1986. Elles conduiront au plébiscite de 1988 qui, avec la victoire du Non à Pinochet, aboutira à sa mise en retrait et à l'avènement des gouvernements dits de la Concertation ou de la Transition démocratique dès 1989.

« La transition démocratique », 30 ans de concertation, de continuité du régime de Pinochet

Pour ne pas altérer l'ordre institutionnel, les partis du Non ont signé un pacte au sommet entre partis de pouvoir pour assurer le passage de la dictature à la démocratie, c'est à dire assurer la continuité de l'ordre social et économique établi par la dictature. La condition était de maintenir la Constitution de 1980 qui stipulait que l'État devait être au service du marché et l'armée préservée. Pinochet cédait le pouvoir à des gouvernements de « *transition démocratique* » en devenant Sénateur protégé à vie.

Se sont alors succédé les présidences de Patricio Aylwin de la Démocratie Chrétienne d'abord, ex-partisan de la dictature, sous lequel a été créée une Commission pour la Vérité, la Justice et la Réconciliation pour les disparus sans aucun membre des partis les plus réprimés mais avec des ex ministres de Pinochet. Puis de Ricardo Lagos, qui a fait

quelques modifications à la marge de la Constitution, et de Michelle Bachelet, de centre-gauche et socialistes.

Tous ces partisans du Non à Pinochet sous le slogan « *Chili, la joie revient* » ont continué sa politique agressive contre les travailleurs, les jeunes et les Indigènes soumis à une loi antiterroriste. Aucune mesure imposée par Pinochet n'a été remise en cause.

Durant ces années où l'enseignement secondaire et supérieur s'est répandu, c'est la jeunesse scolarisée qui a engagé la première la lutte dans un pays devenu parmi les plus inégalitaires au monde avec 1 % de la population accaparant 33 % du PIB.

En 2006, sous la socialiste Bachelet puis en 2011 sous la droite de Piñera, elle a affronté la police en occupant lycées et facs publics et même privés pour une éducation pour tous, gratuite et de qualité. Elle s'est politisée et a faites siennes les revendications démocratiques des peuples indigènes spoliés et réprimés.

Durant ces 30 années s'est aussi développé et approfondi dans la jeunesse et les classes populaires le mouvement féministe et pour la diversité sexuelle qui convergera avec celui de Ni Una Menos en Argentine. Du mouvement des Centres de mères ayant survécu sous la dictature s'est dégagé un groupe de femmes autour du slogan « *nous ne reviendrons pas à la normalité car la normalité est le problème* ». Face à l'intégration des syndicats, elles s'organiseront sans eux inventant « *100 façons de faire la grève* », en accumulant des forces durant des années.

En 2013, suite au viol d'une fillette de 11 ans légitimé par le Président de droite Piñera disant « *qu'elle pouvait être mère* », 10 000 personnes ont manifesté pour le droit à l'avortement libre et gratuit, contre les violences de genre. Puis, au-delà de l'égalité des sexes, dans la plus grande grève féministe jamais organisée, le 8 mars 2019, des milliers de femmes ont revendiqué « *la socialisation radicale de la vie* ». Ces luttes ont préparé la rébellion qui éclatera le 18 octobre 2019.

« Ce n'est pas contre 30 pesos mais contre 30 ans ! »

Ce jour-là, la rébellion déclenchée par des milliers de lycéens en resquillant le métro de Santiago en solidarité avec leurs aînés contraints de payer plus cher (30 pesos) leur ticket, s'est répandue comme une traînée de poudre dans tout le pays. Dans les bidonvilles, pour la première fois depuis la dictature, le couvre-feu ne fut plus respecté. Dans les manifs, une « *première ligne* » affrontera les gaz et les coups avec audace, violence et même une forme de joie, à coups de lumières laser aveuglant les policiers, avec des déguisements de personnages devenus familiers comme Tante Pikachu...

L'insurrection populaire de 2019 avec ce slogan, « *ce n'est pas contre 30 pesos mais contre 30 ans* », a marqué un tournant en exigeant dans la rue non seulement des revendications de tous les secteurs populaires dans tout le pays, mais la fin de la « *concertation démocratique* », du consensus par en haut avec le pouvoir économique, politique et militaire.

Il y en avait assez de la « *dictature entrepreneuriale* », du Chili heureux dans sa misère. Logiquement, le mouvement a revendiqué la fin des retraites par capitalisation, de la Sécu privatisée, une éducation gratuite et de qualité, l'avortement libre et gratuit, la fin de la Constitution de Pinochet et une Assemblée constituante...

La répression par les forces de l'ordre de la dictature toujours en place a été à la hauteur de la peur panique des classes dominantes, de leur haine des revendications populaires et de la jeunesse, de cette explosion de joie subversive. Il y a eu plus de 2000 arrestations dont beaucoup encore en prison aujourd'hui, au moins 200 mutilés, des viols totalement impunis...

D'une Constitution à l'autre, l'impasse institutionnelle

A la veille de l'entrée des travailleurs dans la lutte avec un appel de la CUT (la principale centrale syndicale) à la grève générale le 12 novembre, Boric, ex dirigeant étudiant issu de la mouvance du PC, s'est propulsé pour obtenir un compromis de la droite à la gauche. Cela a donné l'Accord pour la Paix sociale et la Constitution du 15 novembre 2019. Son premier objectif était la paix sociale en dévoyant la colère dans la rédaction d'une nouvelle Constitution.

Cet accord a vidé les manifestations des secteurs les plus proches des classes moyennes et des illusions électoralistes en canalisant la colère et l'énergie de la rue dans un processus constituant aux multiples étapes et autant de garde-fous contre la mobilisation populaire.

Il fallait un premier plébiscite pour dire si on était pour une nouvelle Constitution et si elle devait être rédigée par un nouvel organe élu, une Convention, ou par une émanation du Congrès. Le oui à la Convention l'a largement emporté en 2020.

Cela a donné lieu en 2021 à un processus constituant novateur durant plus d'un an car reflet de la rébellion, avec l'élection à la Convention d'une vingtaine d'anticapitalistes sur 56 représentants de partis non institutionnels, dont des militants des luttes sociales, écologistes, féministes, indigènes, une militante trotskiste, mais aucun syndicaliste.

Cependant, le processus était verrouillé depuis le départ. L'adoption d'un texte ne pouvait se faire qu'avec un quorum des 2/3 de la Convention. La Convention devait s'en remettre au Congrès dominé par la droite pour appliquer sa nouvelle Constitution, et pas avant la fin du mandat présidentiel en 2026 au prétexte que les traités internationaux ne pouvaient être remis en cause.

Les principales revendications populaires comme la nationalisation du cuivre ne sont pas passées, non à cause des votes de la droite mais de ceux de la gauche de la Concertation.

La politique de Boric, élu Président en janvier 2022 au second tour face à un néo nazi, José Antonio Kast, a écoeuré par sa gestion loyale du capitalisme mondialisé. Il n'a fait que de vagues promesses aux travailleurs, comme de pas-

ser de 45 à 40 heures mais annualisées et très peu payées. Par contre, il a édicté une loi surnommée « *de gâchette facile* » favorisant la répression, ainsi qu'une loi anti squats. Il a prolongé l'état d'urgence et la militarisation chez les Mapuche, en emprisonnant un de leurs dirigeants, ce que même Piñera n'avait osé faire.

La nouvelle Constitution rédigée par la Convention finira par être rejetée le 4 septembre 2022, en grande partie par désaveu de Boric dans les zones les plus pauvres et indigènes du Nord et du Sud.

Les élections de mai 2023 ont donné une majorité de droite extrême (23 constitutionnels sur 50) pour rédiger une nouvelle Constitution à voter en décembre. Voter pour une Constitution rédigée par la droite et les nostalgiques de la dictature ou garder celle de Pinochet-Lagos, produit de la dictature et de la Concertation, est une impasse pour le monde du travail et la jeunesse.

Des illusions sans espoir contre l'espoir des luttes, une nouvelle période et la nécessité d'une stratégie révolutionnaire

Les classes populaires chiliennes se sont constamment battues en accumulant des forces même à travers les défaites. Leurs luttes connaissent un renouveau face à l'impasse du capitalisme prédateur et destructeur dont l'offensive commencée sous la dictature de Pinochet, se poursuit et s'aggrave sous le masque de la gestion démocratique.

Les réformistes des partis traditionnels comme des nouvelles moutures de gauche antisystème de la nouvelle période de capitalisme mondialisé tentent de faire revivre les illusions qui ont laissé le champ libre à la dictature.

La nouvelle génération militante ne s'y reconnaît pas. Comme l'a écrit un syndicaliste étudiant : « *Si vous ne nous représentez pas, ce n'est pas parce que nous ne croyons pas à la politique. Bien au contraire. C'est parce que nous forgeons, parmi des millions, notre propre direction politique* ».

Ces militants, au Chili comme ici, ont besoin de tirer les leçons du passé, des luttes et des défaites, pour s'organiser de façon indépendante des anciennes directions faillies, des institutions et des illusions électorales, loin de tout patriotisme qui dévoie la lutte des classes dans l'illusion d'un meilleur État national, pour un combat internationaliste, sans frontières au Nord ni au Sud, pour l'unité de l'ensemble des exploités.

Elle forgera sa conscience en plongeant dans l'expérience de ces décennies de luttes acharnées pour les droits sociaux, démocratiques, en approfondissant la rupture avec les classes dominantes, leur domination et leurs dévolements électoraux, en renforçant la démocratie de la base et de la lutte, l'unité de classe démocratique et révolutionnaire de la jeunesse et du monde du travail.

Elle aura besoin de faire siennes l'expérience et les leçons que le révolutionnaire Auguste Blanqui tirait de l'échec de l'insurrection des ouvriers parisiens en juin 1848, lorsque

dans son discours du *Toast de Londres* il concluait : « *Quel écueil menace la révolution de demain ? L'écueil où s'est brisée celle d'hier : la déplorable popularité de bourgeois déguisés en tribuns... Le crime est aux traîtres que le peuple confiant avait acceptés pour guides et qui l'ont livré à la réaction. (...) Qui a du fer, a du pain. On se prosterne devant les baïonnettes, on balaye les cohues désarmées. La France hérissée de travailleurs en armes, c'est l'avènement du socialisme... Mais, pour les prolétaires qui*

se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de la liberté, par des phrases sonores d'avocat, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille, de la misère toujours. Que le peuple choisisse ! »¹

Mónica Casanova

1 https://www.marxists.org/francais/blanqui/1851/blanqui_toast_londres.htm